

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 16 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Malaisie : le FMI relève ses prévisions de croissance à 4,7 % en 2026 (contre 4,0 % lors des projections d'octobre 2025), et après +5,2% en 2025.
- ❖ Singapour : croissance de 4,6 % au T1 2026 en g.a., après 5,7 % au trimestre précédent.
- ❖ Philippines : première place mondiale de l'attractivité des services de BPO.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**4,5 %**

Nouvelle prévision de croissance du FMI pour les économies de l'ASEAN en 2026 (contre 4,9 % en 2025)

### Région

#### Le FMI abaisse ses prévisions de croissance en Asie du Sud-Est sur fond de tensions géopolitiques

Le Fonds monétaire international a révisé à la baisse ses perspectives de croissance pour les économies émergentes d'Asie en 2026, dans le contexte de tensions au Moyen-Orient. Sous un scénario central faisant l'hypothèse d'un conflit de durée limitée, avec un retour à la normale en cours d'année, la croissance de l'ASEAN est attendue à 4,5 % en 2026, après 4,9% en 2025, une estimation légèrement supérieure à celle d'octobre 2025 (+0.2pp.). Pour les 5 principales économies de la région en revanche le FMI projette une croissance 2026 à 4,1%, une révision baissière à la fois par rapport à l'année précédente (4,5%) et par rapport à ses prévisions d'automne. À l'échelle mondiale, la croissance est projetée à 3,1 % en 2026, contre 3,4 % l'année précédente, avec une inflation relevée à 4,4 %, soit +0,6 point par rapport aux prévisions de janvier. Ces révisions s'expliquent principalement par les effets du conflit au Moyen-Orient, qui pèsent sur les marchés des matières premières, les anticipations d'inflation et les conditions financières. En Asie du Sud-Est, les perturbations affectent également le tourisme et les transferts de fonds, contribuant à un affaiblissement de la demande intérieure.

# Indonésie

## Divergences entre la Banque mondiale et les autorités indonésiennes sur les perspectives de croissance 2026

Dans le cadre de la mise à jour de ses perspectives économiques pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (*East Asia & Pacific Economic Update*), la Banque mondiale a abaissé sa prévision de croissance pour l'Indonésie à 4,7 % en 2026, contre 4,8 % lors de ses projections d'octobre 2025. La Banque mondiale attribue cet ajustement à un environnement international moins favorable, marqué notamment par la hausse des prix mondiaux du pétrole et une prudence accrue des investisseurs sur les marchés financiers. Le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, conteste toutefois ces projections, estimant qu'elles ne reflètent pas les données récentes de l'économie nationale et qu'elles pourraient affecter négativement le sentiment des investisseurs. Les autorités indonésiennes estiment la croissance du premier trimestre 2026 à environ 5,5 %, tout en réaffirmant leur objectif annuel de 5,4 % inscrit dans le budget 2026. Malgré cette révision, la Banque mondiale souligne que l'Indonésie dispose de marges de manœuvre pour atténuer les pressions externes, notamment grâce aux recettes tirées des matières premières et à la hausse de l'investissement public. Elle anticipe par ailleurs un rebond de la croissance à 5,2 % en 2027. Pour rappel, l'OCDE a également révisé à la baisse ses projections, tablant désormais sur une croissance de 4,8 % en 2026, contre 5,1 % lors de son précédent exercice de prévision.

## Roupie indonésienne sous pression : la Banque centrale élargit ses interventions, alors que les réserves de change s'affaiblissent

Sous pression depuis fin février, la roupie indonésienne poursuit sa dépréciation, atteignant 17 135 IDR/USD le 15 avril, soit -2,2 % depuis fin février (Bank Indonesia), dans un contexte d'incertitudes mondiales accrues et de renforcement du dollar. Face à ces tensions, Bank Indonesia intensifie son *policy mix* en combinant interventions sur les marchés des changes, achats d'obligations d'État (SBN) sur le marché secondaire et ajustement de ses instruments monétaires, notamment les adjudications de titres SRBI, afin de soutenir la stabilité de la roupie et maintenir l'attractivité des actifs financiers domestiques. L'institution a également renforcé la régulation des transactions de change au-delà de 50 000 USD. Ces interventions, conjuguées à des sorties nettes de capitaux en mars 2026, ont toutefois contribué à une baisse des réserves de change à 148,2 Md USD fin mars 2026 (6 mois d'importations), contre 151,9 Md USD fin février, soit le niveau le plus bas observé depuis juillet 2024.

## Signal positif sur les marchés financiers : FTSE Russell maintient l'Indonésie dans la catégorie des marchés émergents secondaires

Le 7 avril 2026, FTSE Russell a confirmé, dans son *Equity Country Classification*, le maintien de l'Indonésie dans la catégorie des marchés émergents secondaires (*secondary emerging market*), au même titre que la Chine et l'Inde par exemple. Cette décision confirme la stabilité relative du cadre d'investissement perçue par les indices internationaux et intervient alors que les autorités indonésiennes poursuivent la mise en œuvre d'un plan de réforme du marché des capitaux (*Eight Action Plans for the Acceleration of Capital Market Integrity Reform*), souligné par FTSE Russell. Dans le même temps, la Bourse d'Indonésie (BEI) a annoncé une politique d'assainissement du marché avec le retrait de 18 émetteurs en difficulté, visant à améliorer la qualité des indices et à réduire les cas de suspension prolongée de cotation. Soutenu par ces annonces et le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran, le Jakarta Composite Index (JCI) a ainsi enregistré une nette reprise (+9 % entre le 7 et le 16 avril, contre une baisse globale de 13 % observée depuis le début de l'année 2026).

## Malaisie

### La Malaisie entre optimisme mesuré et vigilance face aux risques géopolitiques

Après la Banque mondiale, la Banque Asiatique de Développement (BAD) et le FMI publient leurs prévisions de croissance. La BAD anticipe dans son rapport *Asian Development Outlook* une expansion de l'activité malaisienne de 4,6 % en 2026 et 4,5 % en 2027, soutenue par la consommation des ménages, les investissements dans les centres de données et la reprise du tourisme. Le FMI, plus optimiste, relève dans son *World Economic Outlook* sa prévision à 4,7% pour 2026 (+0,7 point), saluant la performance de 5,2 % enregistrée en 2025. Cependant, ces perspectives restent soumises à des risques baissiers, notamment la prolongation du conflit au Moyen-Orient, qui pourrait peser sur les finances publiques via une hausse des subventions aux carburants, et les tensions commerciales mondiales. L'inflation, bien que maîtrisée (1,8 % en 2026 selon la BAD), pourrait subir des pressions liées aux ajustements tarifaires et à la volatilité des prix du pétrole. Les deux institutions soulignent l'importance des réformes structurelles, notamment la montée en compétences de la main-d'œuvre et la transition vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, pour pérenniser la croissance. La Malaisie mise sur son 13<sup>ème</sup> Plan quinquennal et sur l'adoption de l'IA pour stimuler la productivité, tout en devant gérer les défis démographiques et la fuite des cerveaux.

## **Nouvelles mesures pour atténuer les impacts économiques de la guerre au Moyen-Orient**

Alors que le risque de pénurie de carburant et de certains intrants critiques grandit, et après avoir rationalisé les subventions aux carburants, le gouvernement a pris de nouvelles mesures. Ainsi, la composition du diesel va évoluer, passant de la norme B10 à B12, puis à B15 (15% de biodiesel et 85% de diesel fossile). Cette transition s'appuiera sur les infrastructures existantes, sans coûts supplémentaires. Le gouvernement réfléchirait par ailleurs à réduire l'usage des sacs plastiques dans les commerces afin de réduire à la fois un risque sur les approvisionnements en matière première et un problème de pollution. Pour atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie, les aides financières aux agriculteurs et aux propriétaires de véhicules diesel ont été revalorisées : les subventions Budi Agro-Komoditi et Budi Diesel Individu passent de 65 EUR/mois à 86 EUR/mois, bénéficiant à 350 000 personnes. Les cultivateurs de riz verront aussi leur incitation à la culture portée à 65 EUR/saison, contre 35 EUR auparavant. Enfin, le 15 avril a vu le début d'une période de télétravail pour plus de 200 000 fonctionnaires.

## **Hausse de 5,3% en février du commerce porté par la consommation et le secteur numérique**

En février 2026, le commerce de gros et de détail en Malaisie a atteint 33 Mds EUR (+5,3 %), tiré par le commerce de détail (+7,7 %) et le commerce de gros (+5,7 %). Les dépenses festives, la hausse des salaires et les aides gouvernementales ont stimulé la consommation, notamment dans les supermarchés (+10,4 %) et les produits pharmaceutiques. Le secteur automobile a reculé de 17,1 %, mais les services après-vente (pièces, maintenance) ont progressé. Le commerce en ligne a continué de croître (+5,8 %), soutenu par l'essor des paiements numériques, avec une explosion des transactions (+74,8 %).

# **Singapour**

## **Ralentissement de la croissance au premier trimestre**

L'économie singapourienne a enregistré un ralentissement de sa croissance au premier trimestre 2026, avec un produit intérieur brut en hausse de 4,6 % en glissement annuel, contre 5,7 % au trimestre précédent et en deçà des prévisions de marché (5,8 %-5,9 %). En rythme trimestriel désaisonnalisé, l'activité s'est contractée de 0,3 %, après une progression de 1,3 % au quatrième trimestre 2025. Ce ralentissement s'explique principalement par une décélération marquée du secteur manufacturier après un dernier trimestre 2025 exceptionnel, la croissance du secteur ayant chuté à 5,0 % (contre 11,4 % précédemment), malgré des performances positives dans l'électronique, l'ingénierie des transports et de

précision. À l'inverse, le secteur de la construction a accéléré à 9,0 %, soutenu par une hausse des investissements publics et privés, tandis que les services ont progressé de 4,7 %, portés notamment par le commerce de gros et de détail ainsi que le transport et l'entreposage. Les activités financières et numériques ont maintenu une dynamique stable (+3,9 %). Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, les perspectives pourraient être affectées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux tensions au Moyen-Orient, notamment dans les secteurs énergétiques et pétrochimiques.

## **Resserrement monétaire et hausse des anticipations d'inflation face au choc énergétique**

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a durci sa politique monétaire pour la première fois depuis octobre 2022, comme largement attendu par les participants de marché, en réponse à la flambée des prix de l'énergie et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Le 14 avril 2026, la MAS a augmenté légèrement le taux d'appréciation de la bande de fluctuation du taux de change effectif nominal du dollar de Singapour (S\$NEER), tout en maintenant inchangés sa largeur et son niveau central. Cette décision s'accompagne d'une révision à la hausse des prévisions d'inflation pour 2026, désormais estimées entre 1,5 % et 2,5 %, contre 1,0 % à 2,0 % précédemment. Selon la MAS, les pressions inflationnistes devraient persister, affectant directement les prix de l'électricité, du gaz et des transports. La banque centrale se dit prête à intervenir pour limiter une volatilité excessive du S\$NEER et à adapter sa politique en fonction de l'évolution de la situation économique.

## **Forte hausse des exportations en mars portée par l'électronique et la demande liée à l'IA**

Malgré le contexte géopolitique, les exportations clés de Singapour ont progressé de 15,3 % en glissement annuel en mars 2026, portées par une forte demande en produits électroniques, selon les données publiées par Enterprise Singapore le 17 avril. Cette hausse dépasse largement les attentes des économistes (8,1 %) et marque une accélération par rapport à la croissance de 4 % enregistrée en février. Le secteur électronique, qui représente 31 % des exportations domestiques non pétrolières (NODX), a bondi de 74 % sur un an, tiré par les circuits intégrés (+113,8 %), les supports de stockage (+78,3 %) et les ordinateurs (+57,3 %). À l'inverse, les exportations non électroniques ont reculé de 0,6 %, avec des baisses marquées dans les structures navales (-99,8 %), les préparations alimentaires (-42 %) et les produits pharmaceutiques (-18,4 %). Le commerce total de marchandises a augmenté de 38,5 % en mars, soutenu par la hausse des exportations et des importations (+36 %). Les ventes vers six des dix principaux marchés de Singapour ont progressé, à l'exception notable de l'Indonésie (-56,8 %), de l'Union européenne (-11,9 %), des États-Unis (-2,7 %) et de la Thaïlande (-1 %).

# Vietnam

## Croissance robuste au premier trimestre (T1) 2026, malgré des pressions inflationnistes

Selon National Statistics Office (NSO), le PIB a progressé de 7,8 % au T1-2026, en dessous de l'objectif gouvernemental de 9,1 % pour ce trimestre mais reste une performance solide, témoignant de la résilience de l'économie face aux tensions géopolitiques externes. Ce résultat repose essentiellement sur l'industrie et la construction, en hausse de 8,9 %, ainsi que sur les services, qui ont progressé de 8,2 %. Ces deux secteurs représentent plus de 80 % du PIB. La croissance se fait malgré une inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (CPI) à 3,5 % sur le trimestre, avec un pic de 4,7 % en mars, principalement dû à la flambée des prix des carburants. En un mois seulement, les prix à la pompe ont bondi de manière spectaculaire : +29,7 % pour l'essence, +57 % pour le diesel, et +62 % pour le kérosène, révélant d'un coup l'extrême dépendance du pays à des importations non diversifiées. Malgré cette hausse, les ventes de détail de marchandises et de services ont progressé de 12 % au mois de mars en glissement annuel, pour 10,9 % en moyenne sur les 3 premiers mois. Quant au commerce extérieur, la valeur totale a atteint près de 250 Md USD, chiffre en hausse de 23 % par rapport au T1-2025. Les exportations se sont élevées à 122,9 Md USD (+19,1 %), tandis que les importations ont atteint 126,6 Md USD (+27 %), générant un déficit commercial de 3,6 Md USD, le troisième depuis janvier. Selon les autorités vietnamiennes, ce déficit reflète des anticipations des entreprises face à l'incertitude internationale. Enfin, l'investissement continue de soutenir l'économie. Les décaissements d'investissement public ont progressé de 10,7 % pour atteindre environ 28,3 Md USD, tandis que les investissements directs étrangers (IDE) ont bondi de 42,9 % pour atteindre 15,2 Md USD. Dans ce contexte, le gouvernement vietnamien maintient son objectif d'une croissance supérieure à 10 % en 2026.

## L'économie du Vietnam devrait conserver une dynamique à moyen terme, malgré un environnement international plus incertain

Dans son dernier rapport *East Asia and Pacific Economic Update* d'avril 2026, la Banque mondiale (BM) prévoit une croissance du PIB de 6,3 % en 2026, puis une accélération à 7,6 % en 2027. De son côté, la Banque asiatique de développement (BAD), dans son rapport *Asian Development Outlook April 2026*, se montre légèrement plus optimiste à court terme, anticipant une progression de 7,2 % en 2026 puis de 7 % en 2027. Cette performance repose sur plusieurs moteurs internes solides. L'investissement public demeure un levier clé, avec des décaissements attendus autour de 38 Md USD en 2026 selon la BAD. La consommation privée reste dynamique, comme en témoigne la hausse de 10,9 % des ventes de détail au premier

trimestre. Les investissements directs étrangers (IDE) continuent également de soutenir l'activité, avec une progression marquée de 42,9 % sur la même période. Malgré ces fondamentaux favorables, des fragilités apparaissent. La BAD alerte sur un possible ralentissement de la demande intérieure, lié à un essoufflement des dépenses des ménages et à un resserrement du crédit bancaire. De son côté, la Banque mondiale souligne la forte dépendance du Vietnam au commerce extérieur et aux chaînes de valeur mondiale : la valeur ajoutée domestique intégrée aux exportations représente environ 50 % du PIB, tandis que les entreprises à capitaux étrangers représentent environ 73 % des exportations. Les perspectives sont également assombries par des risques externes croissants, notamment les tensions géopolitiques, la volatilité des prix de l'énergie, les incertitudes entourant les politiques commerciales américaines et le ralentissement de la demande mondiale. Ces facteurs pourraient peser sur les exportations et les flux d'IDE. La vulnérabilité énergétique constitue un autre point d'attention, les réserves ne couvrant qu'un à deux mois de consommation, exposant l'économie aux chocs pétroliers. D'ailleurs, la forte hausse des importations (+27 % au T1) a entraîné une érosion des réserves de change, désormais estimées à 2,4 mois d'importations fin 2025 contre 2,8 mois un an plus tôt, selon la BAD. Dans ce contexte, les deux institutions s'accordent sur la résilience de l'économie vietnamienne.

## **Visite du Président de la République et du SG du PCV Tô Lâm en Chine**

Le secrétaire général et président Tô Lâm effectue une visite d'État en Chine du 14 au 17 avril 2026, à l'invitation de Xi Jinping, marquant son premier déplacement à l'étranger depuis l'attribution de ses nouvelles fonctions. Cette visite intervient dans un contexte de dynamisme des relations économiques bilatérales : en 2025, les échanges commerciaux ont atteint 256,4 Md USD (+24,8 %), la Chine restant le premier partenaire commercial du Vietnam, à l'inverse le Vietnam étant le premier partenaire commercial de la zone ASEAN pour la Chine. Sur le plan des accords, la visite vient de donner lieu à la signature de dix protocoles d'accord (MoU) entre entreprises vietnamiennes et chinoises, organisée par le ministère des Finances en coordination avec l'ambassade du Vietnam à Pékin. Sans être exhaustif, ces accords couvrent des secteurs variés : chemins de fer et réseaux ferroviaires urbains, transport ferroviaire international et logistique transfrontalière, tourisme, transformation numérique, maintenance aéronautique, ainsi qu'une lettre d'intention relative à la structuration financière pour la location d'avions auprès du constructeur chinois *Commercial Aircraft Corporation of China*.

# Thaïlande

## La Banque centrale abaisse ses prévisions de croissance à 1,3% pour 2026

La Banque de Thaïlande a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026, à 1,3 % (contre 1,9 % dans les prévisions de décembre 2025), dans un scénario de fin de conflit au second semestre 2026. La gouverneure adjointe Chayawadee Chai-anant a averti qu'il n'y avait « aucune limite » aux scénarios les plus pessimistes si la guerre avec l'Iran se poursuivait. Le pays est particulièrement exposé en raison de sa forte dépendance aux importations d'énergie. Le tourisme en pâtit directement : les arrivées en provenance des pays du Golfe sont tombées à quasi-zéro en mars, alors que ces visiteurs représentent habituellement 7 % des dépenses touristiques totales. Le tourisme malaisien est également en recul en raison de la hausse du coût du carburant. L'inflation pourrait atteindre 3,5 % et l'excédent courant, initialement prévu à 2 Md USD, risque de se détériorer voire de devenir négatif. Une hausse des taux directeur n'est envisagée qu'en cas d'inflation persistant au-delà d'un an.

## Semi-conducteurs : hausse des prix des produits électroniques en Thaïlande

Les tensions d'approvisionnement en semi-conducteurs, alimentées par la demande croissante des secteurs de l'IA, des centres de données et du cloud computing en puces mémoire, exerce une pression à la hausse sur les prix des produits électroniques grand public. Les prix des mémoires RAM ont plus que doublé en Thaïlande, avec une hausse atteignant 90 % au premier trimestre 2026. Les ordinateurs portables d'entrée et milieu de gamme devraient enregistrer des hausses de prix de 10 à 15 %. Le conflit au Moyen-Orient perturbe également les chaînes d'approvisionnement, notamment via la raréfaction de la production mondiale d'hélium — matériau essentiel à la fabrication de puces. Le secteur automobile thaïlandais est également affecté, avec des ralentissements de production anticipés. Sur le plan national, la Thaïlande vise à attirer 160 M USD (5 Md THB) d'investissements dans la filière de semi-conducteurs entre 2025 et 2029.

## **La dette des ménages remonte légèrement à 86,7 % du PIB fin 2025**

Selon le SCB Economic Intelligence Center, la dette totale des ménages thaïlandais a atteint environ 397 Md USD (12 720 Md THB) au T4 2025, soit 86,7 % du PIB, en hausse 0,94% de 3,7 Md USD (119 Md THB) par rapport au T3 2025. Cette progression est portée essentiellement par les prêts à la consommation courante, tandis que les crédits automobile, éducation et entreprises continuent de se contracter. Les banques commerciales ont resserré leurs conditions de crédit (les encours de prêts aux ménages ont reculé de 2 % en glissement annuel pour le septième trimestre consécutif) poussant les ménages vers des sources de financement alternatives : institutions publiques, coopératives d'épargne et prêteurs sur gages. Selon le SCB Economic Intelligence Center, une fragilisation du marché du travail en serait la cause : le taux de chômage est remonté à 0,9 % début 2026, l'emploi industriel a reculé pour la première fois depuis le Covid, et l'emploi des 15-24 ans a diminué pour la deuxième année consécutive. La hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient devrait porter l'inflation à 3,2 % en 2026, et ainsi contribuer à l'érosion des salaires réels.

## **Philippines**

### **Révision à la baisse des perspectives de croissance pour les Philippines en 2026**

La Banque Asiatique de Développement, le FMI et la Banque Mondiale ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour les Philippines en 2026 à respectivement 4,4 %, 4,1 % et 3,7 %. Ces projections se situent en deçà des objectifs gouvernementaux (5 à 6 %) et contrarient les attentes de rebond de 2026, après une année 2025 déjà sous son potentiel (+4,4 %). Ces révisions s'expliquent principalement par l'exposition accrue du pays au conflit au Moyen-Orient. La forte dépendance énergétique des Philippines entraîne une hausse directe des prix de l'énergie et du transport (95 % des besoins en pétrole brut provenant du Moyen-Orient), mais également des effets de second tour sur les biens alimentaires, alimentant les pressions inflationnistes susceptibles de peser durablement sur la consommation des ménages, principal moteur de l'activité économique. À ces tensions géopolitiques s'ajoutent des fragilités climatiques, avec l'intensification des aléas et la forte probabilité d'un retour du phénomène El Niño, menaçant la production agricole et accentuant les pressions sur les prix. Enfin, le climat des affaires est affecté par une perception dégradée de la stabilité du pays, liée à des tensions politiques domestiques et à des scandales de corruption de 2025. A noter que les perspectives pour 2027 et 2028 demeurent toutefois plus favorables. Le FMI anticipe un retour de l'activité soutenu par une normalisation des prix de l'énergie et une reprise de l'investissement public, permettant à l'économie de converger à nouveau vers son potentiel de croissance d'environ 6 %.

## **Les Philippines se hissent à la première place mondiale de l'attractivité des services de BPO**

Avec un score de 90,65, les Philippines se sont hissées à la première place du dernier indice *Ataraxis Global Outsourcing Talent*, devançant la Malaisie (2e) et l'Inde (3e). Ce classement repose sur un équilibre entre compétitivité des coûts, maîtrise de l'anglais et qualité des infrastructures numériques. Les Philippines se distinguent particulièrement par sa compétence linguistique (90 contre 60 pour l'Inde) et sa connectivité (70 contre 50), le rapport estimant que les infrastructures de Manille, Cebu et Davao atteignent désormais des niveaux de performance comparables à ceux de Singapour. Si l'Inde conserve un avantage sur le segment du talent (score de 100 contre 90), notamment pour l'ingénierie logicielle, les deux pays affichent des niveaux équivalents en matière de coûts de main-d'œuvre (96) et de stabilité des affaires (60). Le rapport souligne par ailleurs une montée en gamme stratégique progressive du secteur des BPO aux Philippines - historiquement concentré sur les call centers - vers des segments à plus haute valeur ajoutée tels que la comptabilité, l'analyse de données ou l'assistance spécialisée du secteur de la santé.

## **Actualisation du cadre de participation au capital des investisseurs étrangers**

Ce jeudi 16 avril, le président Ferdinand Marcos Jr. a promulgué l'Executive Order No. 113, actant la 13e mise à jour du Regular Foreign Investment Negative List (RFINL). Ce document actualise la liste des secteurs dans lesquels les investissements étrangers sont interdits ou plafonnés, en application du Foreign Investments Act de 1991. Il entérine ainsi la distinction juridique entre « services publics » et « utilités publiques ». Désormais, les télécommunications ainsi que les services de transport (aérien, ferroviaire, maritime et routier) ne sont plus classés comme utilités nationales, permettant une détention étrangère à 100 %. Concernant les télécommunications, cette ouverture est assortie d'une clause de réciprocité avec le pays d'origine de l'investisseur, à défaut de quoi le plafond de participation est fixé à 50 % (contre 40 % auparavant). Cette révision sanctuarise également l'ouverture totale du capital étranger pour les énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie), offrant une sécurité juridique accrue pour les projets de long terme. En revanche, le gouvernement maintient le verrou constitutionnel de 40 % sur les secteurs jugés critiques pour la souveraineté, tels que la distribution d'électricité, l'approvisionnement en eau et les systèmes de transport public. Les médias de masse, les agences de sécurité et l'exploitation minière à petite échelle demeurent, quant à eux, strictement réservés aux capitaux nationaux.

## Accord de coopération signé entre la BSP et la Banque Centrale des Emirats Arabe Unis

La Banque Centrale des Philippines (BSP) et la Banque centrale des Émirats Arabes Unis (CBUAE) viennent de signer un accord de coopération visant à interconnecter leurs systèmes de paiement instantané pour fluidifier les transferts de fonds des travailleurs étrangers. Ce partenariat prévoit l'intégration de plateformes de paiement et des infrastructures de messagerie afin de réduire les délais et les coûts des transactions pour les travailleurs philippins (OFW). Cette coopération s'étend également au partage d'expertise sur les monnaies numériques de banque centrale (CBDC), la finance ouverte et le développement de la banque islamique aux Philippines - notamment afin d'attirer des investissements dans la région du BARMM. Pour rappel les transferts de fond de migrants représentent 8% du PIB, le Moyen-Orient représente la deuxième source de ces transferts vers l'archipel, dont 1,64 Md USD en provenance des seuls Émirats arabes unis.

## Cambodge

### Produits diversifiés, partenaires concentrés

Au premier trimestre, le commerce extérieur cambodgien a progressé de 17,2 % en g.a. (16,9 Md USD). Son déficit commercial reste limité (- 0,7 M USD) grâce à des exportations (8,1 Md USD, +17,7 %) légèrement plus dynamiques que ses importations (8,8 Md USD, +16,7 %). La part des produits textiles dans les exportations totales recule (46,3 % contre 50,6 % au T1 2025). Ces produits sont essentiellement expédiés vers les Etats-Unis (43 %) et l'UE (25 %). Cette baisse se fait au profit d'autres industries, comme le caoutchouc et le plastique (+44 %, 9,7 % des exportations) ainsi que les meubles et les matelas (+64,2 %, 5,1 %) ; signe d'une diversification industrielle en progrès. Concernant les importations, les intrants textiles (1,7 Md USD, +6 %) et les équipements électriques et mécaniques (1,5 Md USD, +54 %) dominent. Elles s'accompagnent d'une dépendance mécanique vis-à-vis de la Chine (53,2 % de ses importations contre 49,1 % au T1 2025), conduisant à un déficit bilatéral de plus en plus important (-4,2 Md USD). Ce n'est pas nécessairement bon signe puisque c'est l'une des causes de l'ire américaine.

### Premier pas vers le stockage hydraulique

Via une concession de 40 ans, l'entreprise d'Etat chinoise SINOMACH va construire la première station de transfert d'énergie par pompage (STEP). D'une capacité de 1 GW pour une réserve de marche de 8 heures – ne permettant que des opérations intra-journalières –, cette installation à vitesse fixe sera installée en surplomb de la rivière Upper Tatay (utilisant comme réservoir bas le barrage installé sur cette, en cours de construit Sinomach pour une capacité de 150 MW). D'un coût d'environ 1 Md USD, ce premier projet pourrait être opérationnel fin 2030 ou début 2031.

Il permettra au Cambodge de développer plus encore son parc d'énergies renouvelables et avant tout solaire photovoltaïque (PV). Aujourd'hui, le PV représente déjà 10 % de la production électrique, à la limite de ce que le réseau peut absorber (du fait de l'intermittence). En complément de stockage sur batteries (BESS), coûteuse, environnementalement peu favorable et d'une durée de vie limitée, cette STEP aidera à stabiliser le réseau.

## Laos

### **BAD : croissance économique en ralentissement en 2026, sous l'effet des contraintes structurelles et de l'endettement public**

La croissance économique du Laos devrait ralentir à 4,0 % en 2026, contre 4,4 % en 2025, avant de remonter légèrement à 4,5 % en 2027, selon les dernières prévisions de la Banque asiatique de développement (BAD). Cette décélération s'explique par des vulnérabilités persistantes, notamment un endettement public élevé (estimé à 82 % du PIB), des réserves de change limitées et des pressions sur le secteur bancaire. Les principaux moteurs de croissance restent les services (tourisme, transport, logistique), la production d'électricité – avec plus de 11 projets énergétiques en développement – et les investissements dans les infrastructures, soutenus par des partenariats régionaux comme la ligne ferroviaire Laos-Chine. Cependant, l'inflation devrait rebondir à 9,8 % en 2026, contre 7,7 % en 2025, en raison de la hausse des prix mondiaux du pétrole, des coûts de transport et des ajustements tarifaires locaux. Le pays, bien que bénéficiant d'une reprise du tourisme et d'une stabilisation macroéconomique, reste exposé à des risques externes et à la dette des entreprises publiques, limitant sa marge de manœuvre budgétaire et pesant sur les dépenses sociales et d'investissement. La prudence macroéconomique et la poursuite des réformes structurelles, notamment dans le secteur énergétique, sont jugées essentielles pour préserver la stabilité et renforcer la confiance des investisseurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)